



01 octobre 09

Revue de Presse

Pierre Burelle Responsable d'information

Syndicat des employé-e-s
de métiers d'Hydro-Québec

*Fiers de notre passé
Maîtres de notre avenir*

L'opposition demande aux libéraux d'être plus agressifs face à Ottawa

La Presse canadienne

Le Parti québécois a mis le gouvernement au défi, mercredi, d'aller chercher près de 9 milliards \$ à Ottawa avant d'envisager de hausser les tarifs des services gouvernementaux.

Lors du dépôt d'une motion à ce sujet, la chef péquiste Pauline Marois a accusé le premier ministre Jean Charest de manquer de fermeté face au gouvernement fédéral.

Mme Marois a déclaré qu'avant de décider qu'il faut augmenter les revenus de l'Etat grâce à une hausse des tarifs, les libéraux doivent aller frapper à la porte du premier ministre Stephen Harper.

"Nous demandons à ce gouvernement de se tenir debout et de cesser de vouloir fouiller et aller chercher l'argent dans la poche des Québécois alors qu'on a 8 milliards \$ qui dorment sur les tables du gouvernement fédéral à Ottawa", a-t-elle dit.

L'opposition officielle a estimé que plusieurs contentieux non réglés font en sorte que 8,8 milliards \$ dorment dans les coffres d'Ottawa, alors que Québec peine encore à trouver le moyen de rétablir l'équilibre budgétaire.

Une compensation de 2,6 milliards \$, liée à l'harmonisation de la taxe de vente du Québec et de la taxe sur les produits et services (TPS), est le plus important contentieux sur la liste du PQ. Suivent, entre autres, des montants de 2,1 milliards \$ pour les infrastructures, de 1,3 milliard \$ liés à la péréquation et de 800 millions \$ pour l'éducation postsecondaire.

Plus tôt, lors d'un point de presse, Mme Marois s'était défendue de déposer une motion pour éviter de prendre position sur les moyens à mettre en oeuvre pour rétablir l'équilibre budgétaire.

La chef péquiste a, d'autre part, pris position en faveur du maintien des tarifs préférentiels d'électricité pour les Québécois, au moins jusqu'en 2015.

"Les Québécois ont investi beaucoup dans le développement d'une entreprise majeure, en fait d'une grande entreprise nationale qu'est Hydro-Québec, a-t-elle dit. Il faut qu'ils en aient certains avantages."

La veille, Mme Marois avait accusé M. Charest de vouloir hausser les tarifs du bloc patrimonial d'Hydro-Québec.

Il n'a pas été possible de savoir, mercredi, si les députés libéraux, majoritaires à l'Assemblée nationale, voteront pour la motion péquiste. L'Action démocratique et Québec solidaire ont déjà manifesté leur intention de l'appuyer.